


**RÉSULTATS DE LA GRÈVE
DU 10 OCTOBRE 2017**

	A+	A	B	C	Totaux
44	8,74%	30,34%	55,39%	48,79%	45,40%
National	9,29%	23,62%	39,80%	37,91%	33,30%

Grève et manifestations
LE CRI D'ALARME DES FONCTIONNAIRES

Des dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans les 114 cortèges organisés en province... Le 10 octobre à l'appel des 9 organisations syndicales (une première depuis 10 ans! ...signe d'unité) de la fonction publique, les fonctionnaires ont signifié au gouvernement leur mécontentement profond par la grève et les manifestations.

Panorama

Les fonctionnaires des trois versants de la fonction publique (État, territoriale, hospitalière) contestent ;

- les 120 000 suppressions d'emplois prévues en cinq ans,
- le gel de leur salaire indiciaire en 2018 alors qu'ils ont déjà perdu plus de 16% de leur pouvoir d'achat en seize ans,
- la remise en vigueur l'an prochain du jour de carence lors d'un arrêt de travail pour maladie,
- la non compensation de la hausse de la CSG en janvier prochain,

et l'absence de gain de pouvoir d'achat, la mise en danger croissante des missions de services publics à travers certaines réformes structurelles encadrant l'austérité budgétaire...

Le 10 octobre signe d'un profond ras le bol dans la fonction publique, des dizaines de milliers d'agents étaient en grève et ont manifesté à Paris et dans plus d'une centaine de villes en province : 12 000 à Lyon, 10 000 à Bordeaux, 8 000 à Nantes, 10 000 à Caen, 3 000 à Strasbourg, 4 000 à Clermont-Ferrand, 2 000 à Périgueux, 4 000 à Saint-Nazaire, ..

Les héros des temps modernes

Pascal Pavageau (secrétaire confédéral) a indiqué que les fonctionnaires, expriment une grogne qui ne cesse de monter depuis des années. Ils sont venus dire que cela suffit. Certes ils demandent bien sûr des revalorisations salariales, le respect des statuts...

Ils demandent aussi plus globalement une vraie et honnête reconnaissance de leur travail dans la réalisation des missions. Alors que faute d'effectifs et de moyens budgétaires suffisants dans les services, les agents rencontrent de plus en plus de difficultés à assurer des missions en préservant la qualité des services rendus à l'usager, ils sont devenus en quelque sorte des héros des

temps modernes, des héros du quotidien souligne Pascal Pavageau
Confédération **FO**

**CAPN B : recours d'évaluation des
contrôleurs 1ère classe (1ère vague)**
**LE VENT A TOURNÉ ...
MAIS LA GIROUETTE EST TOUJOURS LÀ**

Parmi les 13 dossiers soumis pour avis et vote à la CAPN, 6 ont obtenu une modification soit de leur appréciation générale soit de leur tableau synoptique.

Quelques éléments sur la campagne d'évaluation

	Nbre agents évalués	Recours AH	Recours CAPL	Recours CAPN
Total 2016	39 892	1 186	810	224
Total 2017	39 164	414	204	57

Ces chiffres sont éloquentes !!! Pour mémoire pour la dernière fois en 2016/gestion 2015, les contrôleurs de la DGFIP ont pu bénéficier d'un avancement accéléré par l'attribution de réduction d'ancienneté. Nous avons dès lors alerté la Direction Générale sur la nécessité de distribuer l'ensemble des mois budgétés. Mais malgré nos demandes, les directions ont conservé 485 mois, réalisant ainsi une belle économie sur le dos des contrôleurs.

Au cours de la CAP, le président a tenté de nous expliquer que la disparition des bonifications a contribué via PPCR à une réévaluation conséquente des carrières.

Depuis la mise en place du décret de 2010, notre administration a vanté les mérites de l'entretien d'évaluation, moment de rencontre privilégié entre l'agent et son évaluateur, à l'issue duquel la reconnaissance des mérites des agents était consacrée par l'attribution choisie de bonifications.

Le vent a tourné !! Cette année la même administration nous a vanté les mérites d'un entretien déconnecté de l'attribution des bonifications, qui permet de rester au cœur du métier et qui ne serait plus source de conflit...

Les élus **FO**, ont tenté d'alerter l'administration centrale sur l'état des services et sur l'investissement quotidien des personnels. Mais la fatigue et la maladie gagnent du terrain et nombreux sont ceux qui, las de naviguer vent debout, baissent les bras et se résignent à voir fermer leur poste de travail.

L'administration nous l'assure : elle restera vigilante pour que les agents ne soient pas résignés et par là continuent à garder à flot une DGFIP qui en 2018 va subir 97 % du total des suppressions d'emplois dans toute la Fonction Publique d'état. Ce dont nous pouvons être sûr, c'est que le discours de notre direction varie en fonction des couleuvres qu'ils veulent nous faire avaler...

